

RCS : BOBIGNY
Code greffe : 9301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1994 B 04254
Numéro SIREN : 399 402 965
Nom ou dénomination : OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE

Ce dépôt a été enregistré le 21/10/2021 sous le numéro de dépôt 35697

21 OCT. 2021

35697

OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE

249, avenue du Président Wilson
93210 LA PLAINE SAINT DENIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2020

10 OCT 2021

Les commissaires aux comptes

Cabinet C.E.E.C.A
Représentée par Bruno Le Mentec
Commissaire aux Comptes
Associé et mandataire social

TETRA AUDIT
Représentée par Frédéric Graveline
Commissaire aux Comptes
Associé et mandataire social

OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE

SAS au capital de 504 994 €

Siège social : 249, avenue du Président Wilson
93210 LA PLAINE SAINT DENIS

Siren : 399 402 965 R.C.S. BOBIGNY

Aux Associés de la société OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SAS OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles

OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE

que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Votre société procède à chaque clôture à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition selon les modalités décrites dans la note VI « Modalités de traitement des écarts d'acquisitions » de l'annexe aux comptes consolidés. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le caractère approprié des tests de dépréciation réalisés à la clôture, leurs modalités de mise en œuvre ainsi que les données et hypothèses utilisées et à vérifier que les notes annexes donnent une information appropriée.
- Votre société constate, le cas échéant, une provision pour dépréciation de stock selon les modalités décrites dans la note XIII - D) « Variation du bas de bilan » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation et la dépréciation des stocks. Nous avons mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de ces méthodes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Société OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

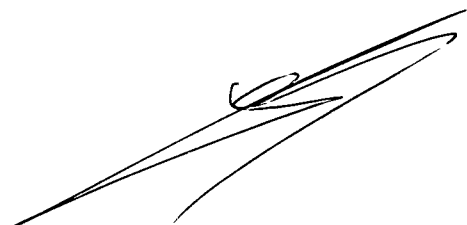
- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

OREFI ORIENTALE ET FINANCIERE

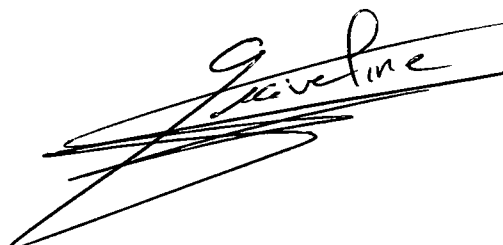
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris et à Charenton-le-Pont, le 22 juin 2021

Les commissaires aux comptes,



Cabinet C.E.E.C.A
Représentée par Bruno Le Mentec
Commissaire aux Comptes
Associé et mandataire social



TETRA AUDIT
Représentée par Frédéric Graveline
Commissaire aux Comptes
Associé et mandataire social



S. E. C. A.

SOCIETE EUROPEENNE DE COMMISSARIAT ET D'AUDIT

GROUPE OREFI

COMPTES CONSOLIDES

AU 31/12/2020

Sommaire

ETATS DE SYNTHESE.....	3
I) Bilan consolidé actif.....	3
II) Bilan consolidé passif.....	4
III) Compte de résultat.....	5
IV) Tableau de flux de trésorerie.....	6
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	7
V) Méthodes de consolidation.....	7
VI) Modalités de traitement des écarts d'acquisitions.....	7
A) Détail des écarts d'acquisition.....	9
B) Variation des écarts d'acquisition.....	10
VII) Valeur d'entrée des actifs et des passifs en cas de variation du périmètre de consolidation.....	10
VIII) Méthodes de conversion des filiales étrangères.....	11
IX) Autres événements significatifs.....	11
X) Date de clôture des comptes.....	12
XI) Périmètre.....	12
XII) Evénements postérieurs à la clôture.....	13
A) Organigramme du groupe consolidé OREFI au 31 décembre 2020.....	15
B) Informations sur le périmètre.....	16
XIII) Informations concernant le bilan consolidé.....	18
A) Immobilisations incorporelles et corporelles.....	18
B) Variation des immobilisations financières et titres mis en équivalence.....	22
C) Variations des provisions sur immobilisations.....	24
D) Variation du bas de bilan actif.....	25
E) Variations des provisions du bas de bilan actif.....	26
F) Ventilation des actifs d'impôt différé.....	26
G) Echancier des créances.....	27
H) Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	27
I) Paiements fondés sur des actions & BSA.....	28
J) Variation des provisions pour risques et charges.....	29
K) Engagements hors-bilan.....	31
L) Variation des dettes financières et de la trésorerie passive.....	31
M) Variation du bas de bilan passif.....	32
N) Ventilation des passifs d'impôt différé.....	32
O) Echancier des dettes.....	33
XIV) Informations concernant le compte de résultat.....	34
A) Ventilation du chiffre d'affaires.....	34
B) Rémunération des commissaires aux comptes.....	34
C) Impôts sur les résultats.....	34
D) Preuve d'impôt.....	35
E) Effectif moyen du personnel du groupe OREFI.....	35
F) Dotations d'exploitation.....	36
G) Résultat financier.....	36

GROUPE OREFI – COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2020

H)	Résultat exceptionnel	37
XV)	Informations sectorielles	38

ETATS DE SYNTHESE

I) Bilan consolidé actif

Bilan actif consolidé	Valeurs brutes	Amortissements	Dépréciations	2 020	2 019
Capital souscrit non appelé					
Ecart d'acquisition	686 211 948	(66 993 811)	(1 349 597)	617 868 540	625 582 131
Immobilisations incorporelles	507 272 756	(305 734 493)	(13 808)	201 524 456	224 484 865
Immobilisations corporelles	475 124 065	(192 489 772)	(158 033)	282 476 260	293 710 215
Immobilisations financières	72 835 140		(2 582 981)	70 252 159	65 548 139
Titres mis en équivalence	467 052			467 052	353 549
Actif immobilisé	1 741 910 961	(565 218 075)	(4 104 419)	1 172 588 467	1 209 678 900
Stocks et en-cours	268 683 214		(52 296 342)	216 386 872	300 095 256
Clients et comptes rattachés	76 328 416		(7 951 565)	68 376 850	84 631 019
Autres créances et comptes de régularisation	166 950 821		(2 765 218)	164 185 604	243 770 829
Disponibilités	291 004 665		(647 780)	290 356 885	175 716 326
Actif circulant	802 967 115		(63 660 906)	739 306 210	804 213 430
Total Actif	2 544 878 076	(565 218 075)	(67 765 324)	1 911 894 676	2 013 892 331

OREFI

II) Bilan consolidé passif

Bilan passif consolidé	2 020	2 019
Capital	504 994	504 994
Primes liées au capital	9 956 711	9 956 711
Ecart de réévaluation		
Réserves	383 820 192	375 542 119
Résultat net (Part du groupe)	33 117 884	27 854 716
Capitaux propres (Part du groupe)	427 399 781	413 858 539
Intérêts minoritaires	273 466 659	243 477 312
Provisions pour risques et charges	35 300 304	28 221 644
Ecart d'acquisition passif		
Provisions et écarts d'acquisition	35 300 304	28 221 644
Dettes financières	534 510 991	616 735 373
Fournisseurs et comptes rattachés	342 950 000	396 449 533
Autres dettes et comptes de régularisation	298 266 939	315 149 930
Dettes	1 175 727 930	1 328 334 836
Total Passif	1 911 894 676	2 013 892 331

OREDIS

III) Compte de résultat

Compte de résultat	2020	2019
Chiffre d'affaires	2 517 864 340	2 574 727 469
Autres produits d'exploitation	130 384 341	133 160 156
Produits d'exploitation	2 648 248 681	2 707 887 626
Achats consommés	(1 699 963 244)	(1 751 491 292)
Charges externes	(356 601 138)	(440 153 545)
Impôts et taxes	(21 107 950)	(19 429 918)
Charges de personnel	(303 311 318)	(326 149 229)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(164 125 154)	(136 374 364)
Charges d'exploitation	(2 545 108 805)	(2 673 598 347)
Résultat d'exploitation	103 139 877	34 289 279
Produits financiers	34 623 902	19 960 004
Charges financières	(28 654 829)	(26 689 680)
Résultat financier	5 969 074	(6 729 676)
Opérations en commun		20 328
Résultat courant des entreprises intégrées	109 108 951	27 579 931
Produits exceptionnels	6 788 046	164 613 192
Charges exceptionnelles	(29 240 910)	(135 228 967)
Résultat exceptionnel	(22 452 864)	29 384 226
Impôts sur les résultats	(19 471 926)	2 181 809
Résultat net des entreprises intégrées	67 184 161	59 145 966
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(80 855)	42 060
Résultat net de l'ensemble consolidé	67 103 306	59 188 026
Intérêts minoritaires	33 985 422	31 333 310
Résultat net (part du groupe)	33 117 884	27 854 716



IV) Tableau de flux de trésorerie

Tableau de flux de trésorerie consolidé	2 020	2 019
Résultat net total des entités consolidées	67 103 306	59 188 025
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	99 256 016	76 006 095
Variation de l'impôt différé	(945 982)	(6 941 010)
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	7 423 455	(17 057 092)
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE	80 855	(42 060)
Marge brute d'autofinancement	172 917 651	111 153 958
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	101 510 878	(83 681 153)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	274 428 528	27 472 806
Acquisitions d'immobilisations	(84 496 536)	(129 805 710)
Cessions d'immobilisations	3 220 306	15 228 876
Réduction des autres immobilisations financières	1 386 752	4 586 189
Incidence des variations de périmètre	(7 498 943)	94 081 118
Variation nette des placements à court terme	40 833 361	49 046 730
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(46 555 059)	33 137 203
Émissions d'emprunts	12 564 506	29 028 399
Remboursements d'emprunts	(69 673 118)	(152 827 735)
Dividendes versés des filiales		(15 799 524)
Dividendes reçus/versés de la société mère	(16 665 916)	0
Augmentations / réductions de capital	360 742	13 975
Cessions (acq.) nettes d'actions propres		
Variation nette des concours bancaires	(308 027)	84 144
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)	(73 721 813)	(139 500 741)
Variation de change sur la trésorerie (IV)	(989 486)	321 432
Variation de change sur autres postes du bilan		(440 210)
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE	(989 486)	(118 778)
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	153 162 170	(79 009 511)
Trésorerie : ouverture	110 456 697	189 642 901
Trésorerie : cor. à-nouv. / reclass. / Chg méthode/ Juste valeur	147 788	(176 693)
Trésorerie : clôture	263 766 654	110 456 697

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés du groupe OREFI ont été établis selon les règles françaises et sont conformes aux articles L.233-16 à 28 du Code de Commerce et au règlement 99-02 du Comité de la réglementation comptable. Les caractéristiques de ce groupe sont les suivants :

- Capital social de 504 994 € constitué de 504 994 actions,
- Siège social : 249 Avenue du Président Wilson – 93210 La Plaine Saint Denis,
- Activité principale du groupe : Vente à distance.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par les dirigeants le 26/05/2021.

V) Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation généralement utilisées sont les suivantes :

- L'intégration proportionnelle lorsque le groupe exerce un contrôle conjoint,
- L'intégration globale lorsque la fraction des droits de vote détenue est supérieure à 50 %,
- La mise en équivalence lorsque la fraction des droits de vote est comprise entre 20 et 50 %.

Toutefois, quelques exceptions à ce principe sont à noter :

- La société JSMB, contrôlée à 30% par la société MY BO BUN HOLDING, qui devrait être mise en équivalence, n'a pas été consolidée du fait de la non-communication des comptes sociaux. Ces titres ont toutefois été provisionnés en totalité dans les comptes consolidés.
- Les sociétés I LOVE BO BUN et BO BUN RESTAURANT, détenues à 100% par la société JSMB et qui devraient être mises en équivalence, n'ont pas été intégrées dans la consolidation du fait de la non-communication des comptes sociaux.
- La société LE PETIT BALLON UK, contrôlée à 100% par la société LE PETIT BALLON, qui devrait être intégrée globalement, n'a pas été consolidée du fait de la non-communication des comptes sociaux.

VI) Modalités de traitement des écarts d'acquisitions

L'écart d'acquisition est la différence entre le coût d'acquisition et la part acquise dans l'actif net réestimé des entreprises. Cet actif net est déterminé sur la base des méthodes d'évaluation appliquées éventuellement dans la présente consolidation, lorsqu'elles sont significatives, et tout particulièrement :

- La réévaluation des immobilisations,
- L'annulation des fonds commerciaux et des frais d'établissement,
- La constatation des impôts différés,
- La constatation de provisions pour départ à la retraite, s'il y a lieu,
- L'annulation des fonds de commerce, s'il y a lieu.

Cet actif net est déterminé à la date du transfert effectif de contrôle. Toutefois, quand les informations financières ne sont pas disponibles, il peut être estimé à la date du plus proche arrêté comptable disponible.

A compter du 1^{er} Janvier 2016, il est fait application du règlement n° 2015-07 de l'ANC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des écarts d'acquisition.

A compter de cette date, les écarts d'acquisition positifs ne sont donc plus amortis, mais un test de dépréciation est réalisé une fois par an. Si nécessaire, les écarts d'acquisitions sont dépréciés. Les dépréciations ainsi constatées ne sont ensuite jamais reprises, nonobstant une amélioration de la valeur des actifs concernés.

Par principe, pour les besoins des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont comparés à la valeur d'utilité de chacune des sociétés, fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés y afférents. Ces derniers reposent sur des prévisions à 5 ans et d'une valeur terminale, établies par la direction financière du groupe.

Les amortissements et les dépréciations des écarts d'acquisitions positifs sont présentés ensemble dans les mêmes postes du bilan et du compte de résultat.

A compter du 1^{er} Janvier 2016, les écarts d'acquisition négatifs sont désormais repris en totalité au résultat :


- De manière étalée, lorsque ces écarts doivent compenser une faiblesse attendue des résultats de l'entreprise acquise, ou doivent couvrir des coûts futurs non susceptibles de constituer des passifs ;
- Immédiatement quand ils peuvent s'analyser comme une plus-value découlant de l'acquisition ;
- Dans les autres cas étalés forfaitairement sur cinq exercices (en application des délais prévus par la directive n°2013/34/UE du 26 Juin 2013) ;

vente-privee 

privalia *

eboutic.ch 

Veepee 
WOWING YOUR DAYS

vente-exclusive.com 

designers & friends

A) Détail des écarts d'acquisition

Détail des écarts d'acquisition	Brut	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Ecart d'acquisition	686 211 948	(66 993 811)	(1 349 597)	617 868 540
Partenaires				
P-COPAD	2 946 286	(2 946 286)		
P-VENTE-PRIVEE ENTERTAINMENT	1 200 114	(4 676)		1 195 438
P-DIGITAL COMMERCE	518 193	(438 193)	(80 000)	
P-IMMEX CONSEILS	365 000	(365 000)		
P-VENTE PRIVEE LOGISTIQUE	3 575		(3 575)	
P-MARQUES HOLDING LUXEMBOURG	27 239		(27 239)	
P-MY BO BUN HOLDING	64 824		(64 824)	
P-ORIMM	7 063 744			7 063 744
P-OREDIS	96 294 078	(20 833 690)		75 460 388
P-OOSEARCH	902 477	(129 265)		773 212
P-PIN UP	752 515	(752 515)		
P-BM WILSON	2 934	(2 934)		
P-LE STADE WILSON	83 467	(15 650)	(67 817)	
P-VENTE-PRIVEE.COM	134 716 235	(39 283 309)		95 432 926
P-DACO	2 738 146			2 738 146
P-GET SCALIA	1 106 141		(1 106 141)	
P-VEEPPE NORTHERN EUROPE	83 717 603	(1 108 276)		82 609 327
P-WEEZEVENT	8 181 581	(1 036 646)		7 144 935
P-WEEZEVENT CANADA	8 452	(8 452)		
P-PACIFA DECISION	1 931 459	(68 919)		1 862 540
P-DESIGNERS AND FRIENDS	2 227 235			2 227 235
P-EBOUTIC	15 180 420			15 180 420
P-ADOTMOB	16 302 274			16 302 274
P-LE PETIT BALLON	8 191 163			8 191 163
P-DT CONSULTING	1 052 715			1 052 715
P-QASHOPS	1 612 968			1 612 968
P-PRIVALIA VENTA DIRECTA ESPAGNE	297 797 955			297 797 955
P-PLAYPASS NV	1 206 318			1 206 318
P-NEWQUEST ENTERTAINMENT (MEE)	16 835			16 835

Libellé	Brut	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Ecart d'acquisition - passif	1 713 793		(1 713 793)	
Partenaires				
P-COPAD	10		(10)	
P-VENTE-PRIVEE HOLDING PRODUCTION	1 298 466		(1 298 466)	
P-VENTE PRIVEE LOGISTIQUE	1 969		(1 969)	
P-ORIMM	302 404		(302 404)	
P-FRUITIER WILSON	273		(273)	
P-WEEZEVENT CANADA	9 099		(9 099)	
P-PACIFA DECISION	101 572		(101 572)	

weezevent

B) Variation des écarts d'acquisition

Variation des écarts d'acquisition	2 020	2 019	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Variations de périmètre et autres variations
Ecart d'acquisition	686 211 948	699 919 827	1 206 318	(19 241 096)	4 326 899
Amortissements des écarts d'acquisition	(66 993 811)	(72 988 099)		5 994 289	
Dépréciations des écarts d'acquisition	(1 349 597)	(1 349 597)			
Ecart d'acquisition net actif	617 868 540	625 582 131	1 206 318	(13 246 808)	4 326 899
Ecart d'acquisition - passif	1 713 793	1 613 634			100 159
Reprise - écart d'acquisition - passif	(1 713 793)	(1 613 634)			(100 159)
Ecart d'acquisition net passif					

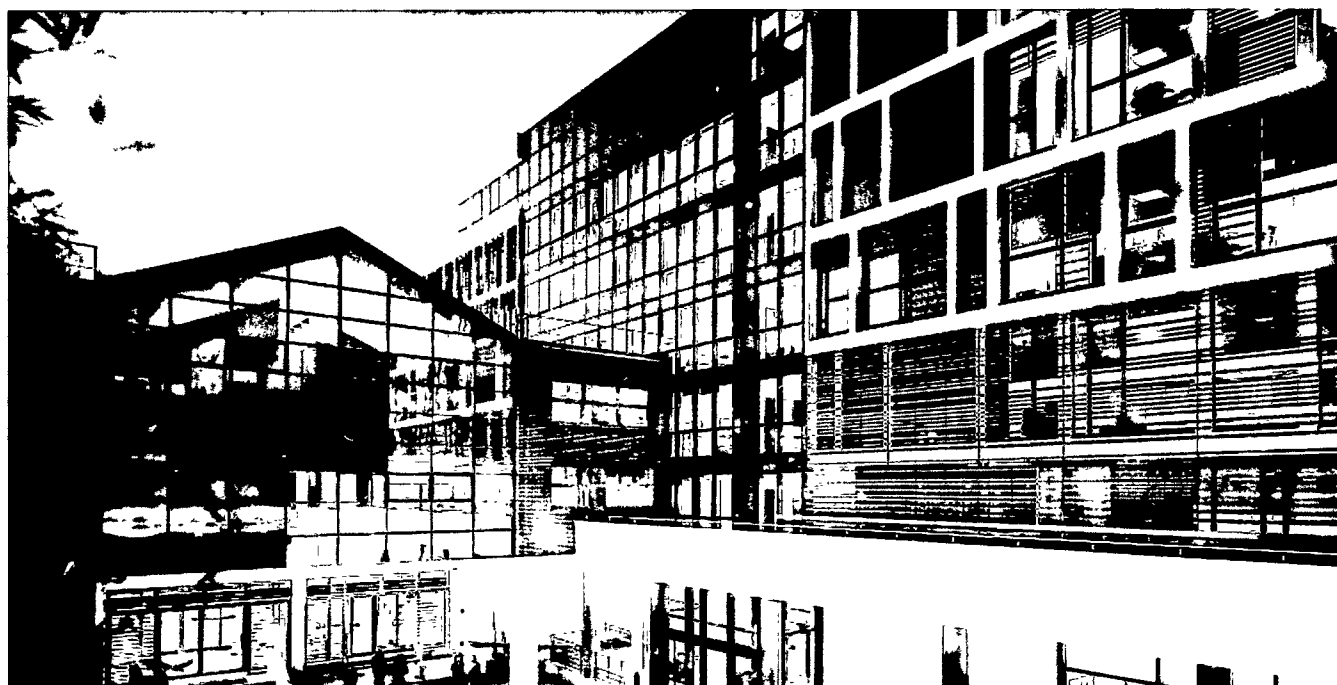
La diminution des écarts d'acquisition provient de la sortie du périmètre des sociétés LOOKLET AB, LOOKLET USA, LOOKLET DP, SPIN ME LTD et ZLOTE WYPRZEDAZE.

VII) Valeur d'entrée des actifs et des passifs en cas de variation du périmètre de consolidation

Les intérêts minoritaires dans la situation nette sont évalués suivant la méthode de la réestimation totale qui affecte aux minoritaires leur quote-part dans la situation nette des filiales et dans tous les retraitements de consolidation.

Les postes d'actif et de passif de la société acquise sont estimés selon les mêmes méthodes que celles appliquées pour la détermination des écarts d'acquisition. La contrepartie de ces réestimations est portée au poste "réserves consolidées".

Par simplification, les écarts d'acquisition sur les titres OREDIS, VENTE-PRIVEE.COM, VENTE-PRIVEE ENTERTAINMENT et PACIFA DECISION constatés entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2020 ont été calculés par rapport à l'actif net consolidé au 31 Décembre 2019 augmenté du résultat consolidé 2020 prorata temporis, net d'éventuelles distributions et de corrections d'à nouveaux desdites sociétés.



VIII) Méthodes de conversion des filiales étrangères

Les comptes consolidés du groupe OREFI sont établis en euros.

Les comptes des filiales intégrées dont la devise de fonctionnement est différente de celle de la maison mère, ont été convertis en euros selon les principes suivants :

- Les postes du bilan (à l'exception des capitaux propres) au cours de clôture ;
- Les capitaux propres au taux historique ;
- Le compte de résultat au taux moyen de la période ;

Année	2020			2019		
Devise	Taux d'ouverture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux d'ouverture	Taux de clôture	Taux moyen
Livre (£)	0,8508	0,8897	0,8990	0,8945	0,8508	0,8778
Dollar (\$)	1,1234	1,1422	1,2271	1,1450	1,1234	1,1195
Couronne Suédoise (SEK)	10,4468	10,4822	10,0301	10,2548	10,4468	10,5891
Dollar canadien (CAD)	1,4598	1,5300	1,5632	1,5605	1,4598	1,4855
Roupie singalaise (LKR)	203,2265	212,7660	227,2727	209,7755	203,2265	199,8338
Francs Suisses (CHF)	1,0854	1,0705	1,0801	1,1269	1,0854	1,1124
Couronne Danoise (DKK)	7,4715	7,4516	7,4405	7,4673	7,4715	7,4661
Sheqel Israélien (ILS)	3,8845	3,9262	3,9448	4,2972	3,8845	3,9955
Réal brésilien (BRL)	4,5157	5,8928	6,3735		4,5157	4,4134
Zloty Polonais (PLN)	4,2568	4,4425	4,5600	4,3014	4,2568	4,2976

IX) Autres événements significatifs

Impacts liés à la crise sanitaire de la COVID-19

Au cours du mois de février 2020, une épidémie est survenue au niveau mondial liée à la propagation du Covid-19. Dès les annonces gouvernementales en mars 2020, le Groupe a mis en place des mesures de prévention et d'organisation visant à limiter les impacts et la propagation du virus et à permettre la continuité de ses activités.

Après une période difficile en mars, due au confinement et à la mise en place de nouvelles pratiques de travail et d'organisation, les ventes, à l'exception des ventes de voyages et de billetteries, ont bien résisté tout au long de l'exercice, les activités e-commerce enregistrant d'une manière générale une croissance significative.

Les actions mises en place dès le début de la crise sanitaire et poursuivies ensuite selon les mesures gouvernementales locales sont les suivantes :

- Le télétravail a été rapidement généralisé pour l'ensemble des fonctions le permettant au sein du Groupe.
- Pour les fonctions logistiques et de production nécessitant une activité sur sites, le Groupe a mis en œuvre toutes les recommandations en matière de distanciation, tout en renforçant fortement les mesures d'hygiène de précaution, avec des roulements en équipes réduites permettant de minimiser les contacts.

Cet événement a impacté les activités du Groupe de plusieurs manières :

- Les mesures de limitations des déplacements mises en place par les autorités nationales, ont eu un effet direct sur le transport et la livraison des commandes et les délais de commande et de livraison se sont vus donc rallongés. Les retards de livraison ont été tous rattrapés à fin juin et l'activité a pu se poursuivre au second semestre en tenant compte des impératifs mis en place (confinement, limitation de déplacement...).
- Après avoir été impactées très négativement au début du confinement, les mesures de trafic et de performance des ventes ont rebondi depuis le début du mois d'avril, dans toutes les géographies du Groupe.

Tout au long de l'exercice, le Groupe a suivi, avec la plus grande attention, l'évolution de la situation liée à la propagation du Covid-19 et les conséquences pour ses activités afin de prendre les mesures les plus appropriées pour en limiter les impacts. Seule la filiale ADOTMOB a souscrit à un Prêt Garanti par l'Etat de 2,6 millions d'euros remboursable en Avril 2021.

Dès le début de la crise sanitaire et en fonction des dispositions locales, le Groupe a :

- Négocié pendant la période de confinement, des décalages temporaires de versements des cotisations sociales et fiscales proposées par les mesures gouvernementales. Ces reports ont été régularisés avant le 30 juin 2020. Le Groupe n'a pas demandé de report d'échéance au second semestre 2020 ;
- Mis en place des mesures de chômage partiel pour ses activités impactées ;
- A négocié (au niveau de VENTE-PRIVEE.COM SA un décalage temporaire de certaines échéances d'emprunts pour un montant total de 4,1 millions d'euros (reprise des paiements à partir de septembre et octobre 2020). La société WILSON CORSO COMO a également décalé ses échéances d'emprunt à septembre 2020 pour un montant de 0,2 millions d'euros et la société VENTE-PRIVEE HOLDING à octobre 2020 pour un montant de 3.2 millions d'euros.

Ainsi et compte tenu de la bonne résistance d'activité sur toutes les zones géographiques, le principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en question à la date d'arrêté des comptes au 31 décembre 2020. Le Groupe continue à s'adapter au contexte du Covid en 2021.

La crise sanitaire liée à la COVID-19 n'a pas conduit à une dégradation du marché des ventes événementielles dans les différents pays où le Groupe est implanté.

Autres points :

Suite à la transmission en janvier 2019 par la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et Répression des fraudes (DGCCRF) de ses conclusions de ses investigations initiées en 2016 sur les prix référents indiqués sur le site internet de la Société à la Procureure de la République du tribunal de BOBIGNY, cette dernière a fixé une date d'audience en septembre 2021.

X) Date de clôture des comptes

La société consolidante clôture ses comptes au 31 décembre 2020.

Toutes les sociétés intégrées, sous réserve de celles qui ont pu être absorbées au cours de l'exercice, ont clôturé une situation de 12 mois au 31 Décembre 2020.

Par exception, les sociétés EEMI et EEMI PRO ont une date de clôture au 31 Juillet 2020. Par simplification, l'intégration de ces sociétés a été opérée sur la base des comptes à cette date.

XI) Périmètre

Le périmètre des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2020 regroupe 78 sociétés contre 84 sociétés au 31 décembre 2019.

Les variations de périmètre sur cet exercice sont les suivantes :

Acquisitions :

La société **VENTE-PRIVEE.COM HOLDING**, détenue à 100% par la société **VENTE-PRIVEE.COM** a par ailleurs acquis auprès de minoritaires 0.02% de cette dernière pour un montant de 500 K€. Un écart d'acquisition complémentaire d'un montant de 446 K€ a été constaté.

La société VENTE-PRIVEE.COM :

- A acquis 2.56% de la société **VENTE-PRIVEE ENTERTAINMENT**, augmentant sa participation et lui permettant de détenir 97.56% de cette dernière, pour un montant de 1 500 K€.
- A constaté un complément de prix d'un montant de 1 500 K€ suite à l'acquisition au cours de l'exercice précédent de la société **DACO**. Une partie de ce complément de prix a été affectée en écart d'acquisition pour 672 K€.

La société WEEZEVENT :

- A acquis le 27 Octobre 2020 100% de la société PLAYPASS NV (société de droit belge) et sa filiale YUFLOW (société de droit français) pour un montant de 782 K€, dont 400 K€ représentant des compléments de prix dépendant des performances financières sur 2021. Ces sociétés interviennent dans le domaine des paiements dématérialisés.
- A acquis 15.26% de la société PACIFA DECISION, augmentant sa participation et lui permettant de détenir 100% des titres de cette dernière, pour un montant de 67 K€. Un écart d'acquisition négatif a été constaté à hauteur de 102 K€.

La société OREFI a acquis 0.32% supplémentaires de la société OREDIS pour 2 735 K€. Un écart d'acquisition complémentaire d'un montant de 2 021 K€ a été constaté.

Sorties :

La société VENTE-PRIVEE HOLDING SA a cédé :

- Les titres de la société LOOKLET AB en date du 30 novembre 2020, laquelle détenait la société LOOKLET DESIGN & PRODUCTION. L'ensemble des créances détenues sur la filiale LOOKLET ont été cédées pour 1 K€. Il en ressort un résultat de cession consolidé de – 5 477 K€.
- Les titres de la société ZLOTE WYZEPRDAZE en date du 29 juillet 2020. Les créances détenues sur cette filiale ont été abandonnées à hauteur de 3 123 K€. Le résultat de cession consolidé s'élève à – 407 K€.
- Les titres détenus sur la société SPIN ME, en date du 24 décembre 2020. Les créances détenues sur la société SPIN ME seront remboursées selon un plan de remboursement convenu. Il en ressort un résultat de cession consolidé de – 2 358 K€.

Autres :

La société PRODUCTS AND BRANDS STUDIO a transféré l'ensemble de ses actifs et passifs au titre d'une transmission universelle de patrimoine avec la société VENTE-PRIVEE HOLDING SA en date du 25 novembre 2020.

La société VENTE-PRIVEE PRODUCTION a transféré l'ensemble de ses actifs et passifs au titre d'une transmission universelle de patrimoine avec la société VENTE-PRIVEE HOLDING PRODUCTION en date du 27 novembre 2020.

La société LOLA & LITTLE KIDS FASHION a fait l'objet d'une dissolution anticipée en date du 11 Novembre 2020. Cette opération se traduit en un boni de liquidation à hauteur de 35 K€ transmis à l'associé unique PRIVAIA VENTA DIRECTA.

XII) Evènements postérieurs à la clôture

Le groupe surveille, avec la plus grande attention, l'évolution de la situation liée à la propagation du Covid-19 et les conséquences pour ses activités afin de prendre les mesures les plus appropriées pour limiter les impacts négatifs sur les prochains mois.

Dans le cadre de la convergence des pays du Sud (Espagne et Italie), le Groupe a construit une plateforme informatique unique afin d'opérer sur tous les marchés européens, d'optimiser l'efficacité et de définir une culture uniforme au sein du Groupe. Ainsi, le 11 janvier 2021, les bases membres des sociétés PRIVAIA VENTA DIRECTA SA (Espagne) et PRIVAIA VENDITA DIRETTA SRL (Italie) ont été transférées aux établissements de la société VENTE-PRIVEE.COM SA créés respectivement dans chaque pays.

La société VENTE-PRIVEE.COM SA a également alloué sa base membre espagnole à son établissement espagnol et sa base de données membres italiennes à son établissement italien.

Un groupe d'intégration fiscale entre les sociétés espagnoles et la succursale espagnole de VENTE-PRIVEE.COM a également été créé à cette occasion.

En ce qui concerne les variations de périmètre :

GROUPE OREFI – COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2020

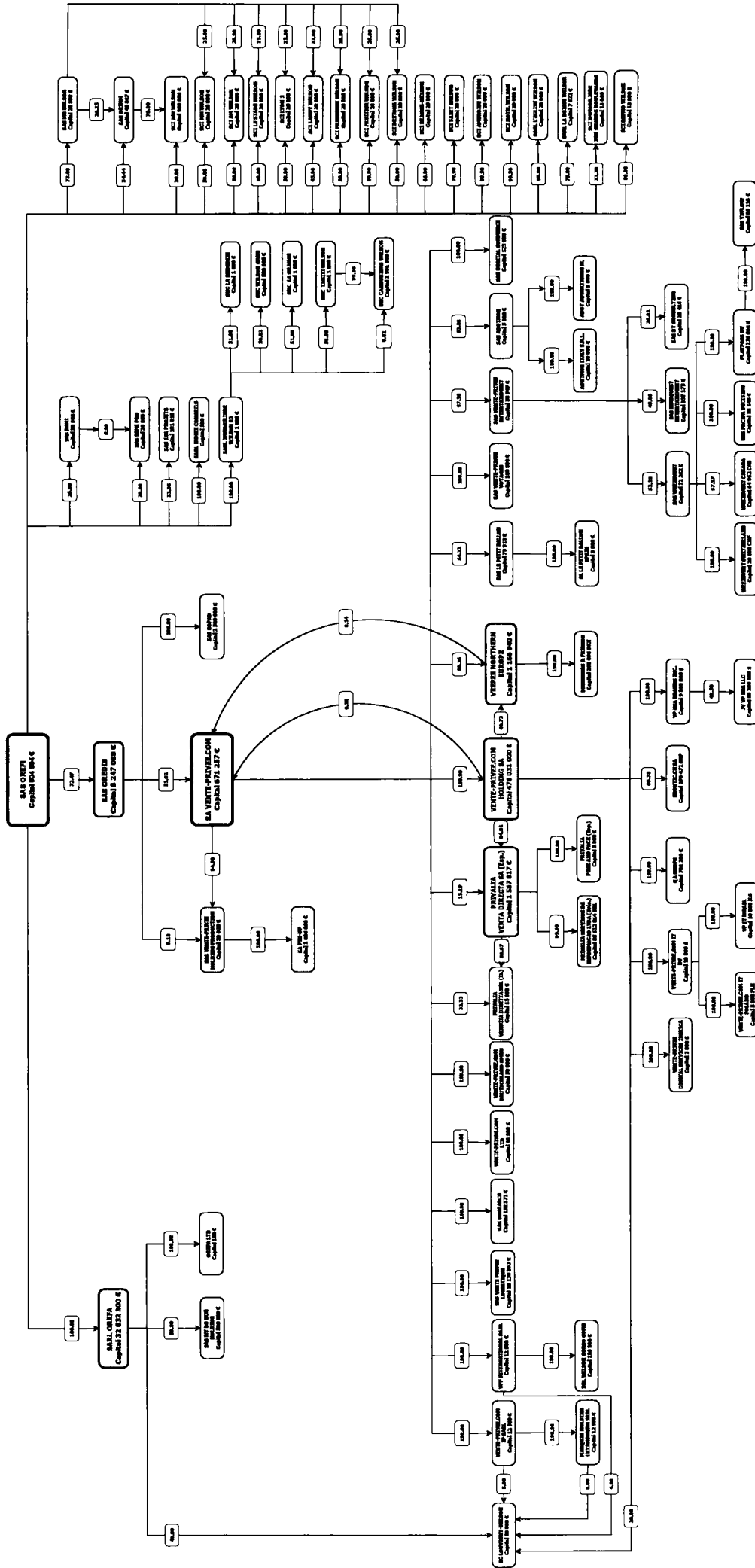
La société **VENTE-PRIVEE.COM**, a acquis en mars 2021 2.44% de la société **VENTE-PRIVEE ENTERTAINMENT**, portant sa participation à 100%.

La société **LE PETIT BALLON France** détenue à 64,23% par **VENTE-PRIVEE.COM** et sa filiale espagnole ont été cédées fin Janvier 2021. Cette société avait pour principale activité la vente d'alcool en ligne (Chiffre d'affaires 2020 : 19 776 K€, Goodwill : 8 191 K€).

Les sociétés **DT CONSULTING** (édition de logiciel de Billetterie) et **NEWQUEST ENTERTAINMENT** (édition et développement de site internet), détenues par la société **VENTE-PRIVEE ENTERTAINMENT**, ont été cédées en Mars 2021.

La société **OREFI** a cédé sa participation sur la société **IMMOBILIERE DES GRANDS BOULEVARDS** en février 2021.

Le Groupe VEEPEE souhaitant également recentrer son activité sur son cœur de métier, la société **VENTE-PRIVEE ENTERTAINMENT** a également cédé en Avril 2021 sa participation détenue à hauteur de 63,10% dans la société **WEEZEVENT France**, détenant elle-même 100% des filiales **WEEZEVENT CANADA**, **WEEZEVENT SUISSE** et **PACIFA DECISION**, mais également 100% de la société **PLAYPASS** et sa filiale **YUFLOW**.



B) Informations sur le périmètre

Code entité	Entité	Pays	SIREN	Objet	Méthode de consolidation	% d'intérêt 2020	% d'intérêt 2019
8027	SCI AM BROISE	FRANCE	808 15 836	Gestion immobilière	IG	100,00	100,00
80221	BRETONS WILSON	FRANCE	527 782 593	Gestion immobilière	IG	68,25	68,25
80223	BEAUNE WILSON	FRANCE	801262 189	Gestion immobilière	IG	66,00	66,00
80317	COPAD	FRANCE	381454 040	Commerce de gros	IG	72,47	72,15
80330	D1 PROJETS	FRANCE	799 382 148	Fonds de placement	IP	33,33	33,33
80335	VENTE-PRIVEE ENTERTAINMENT	FRANCE	434 317 293	Société Holding	IG	36,22	35,14
80400	DIGITAL COMMERCE	FRANCE	531807 220	Prestations de service	IG	37,13	36,99
80804	HOTEL WILSON	FRANCE	799 332 408	Gestion immobilière	IG	99,50	99,50
80902	IMMOBILIERE WILSON 83	FRANCE	812 123 057	Société Holding	IG	100,00	100,00
80903	IMMEX CONSEILS	FRANCE	504 403 726	Restauration traditionnelle	IG	100,00	100,00
81005	OREFI	FRANCE	399 402 965	Société Holding	IG	100,00	100,00
81006	VENTE-PRIVEE HOLDING PRODUCTION	FRANCE	378 849 244	Société Holding	IG	38,93	38,78
81007	OREFA	LUXEMBOURG		Société Holding	IG	100,00	100,00
81008	OREFA LTD	IRLANDE		Gestion d'actifs	IG	100,00	100,00
81307	VENTE PRIVEE LOGISTIQUE	FRANCE	452 650 500	Prestations de service	IG	37,13	36,99
81308	MARQUES HOLDING LUXEMBOURG	LUXEMBOURG		Gestion d'actifs	IG	37,13	36,99
81318	MY BO BUN HOLDING	FRANCE	793 031733	Société Holding	IP	50,00	50,00
81320	MB WILSON	FRANCE	802 601815	Société Holding	IG	73,00	73,00
81505	ORIMM	FRANCE	414 855 858	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	IG	73,63	73,63
81506	LA BOISSE WILSON	FRANCE	421 129 859	Marchand de biens	IG	75,00	75,00
81508	OREDIS	FRANCE	433 779 667	Société Holding	IG	72,47	72,15
81517	OOSEARCH	FRANCE	501788 368	Activité des agences de publicité	IG	37,13	36,99
81512	PIN UP	FRANCE	307 046 730	Prestations de service	IG	38,93	38,78
81517	PRODUCTS ANS BRANDS STUDIO	FRANCE	808 190 573	Achat et vente produits	Sortante	36,99	36,99
81904	L'EGLISE WILSON	FRANCE	504 328 253	Marchand de biens	IG	95,00	95,00
81910	SCI 249 IG	FRANCE	414 934 224	Gestion immobilière	IG	81,54	81,54
81911	LANDY WILSON IG	FRANCE	513 878 843	Gestion immobilière	IG	61,79	61,79
81927	SPIN ME LIMITED	ANGLETERRE		Prestations de service	Sortante	36,92	36,92
81928	BM WILSON	FRANCE	443 845 250	Gestion immobilière	IG	68,25	68,25
81938	PRESSENSE WILSON	FRANCE	515 307 130	Gestion immobilière	IG	68,25	68,25
81939	MM WILSON	FRANCE	513 859 462	Gestion immobilière	IG	68,25	68,25
81940	LYON 3	FRANCE	514 930 445	Gestion immobilière	IG	68,25	68,25
81941	FRUITIER WILSON	FRANCE	513 763 615	Gestion immobilière	IG	68,25	68,25
81950	EEMI	FRANCE	529 661 794	Formation continue	IP	25,00	25,00
81951	EEMI PRO	FRANCE	817 452 881	Formation continue	IP	22,00	22,00
81952	LE STADE WILSON	FRANCE	793 003 682	Gestion immobilière	IG	70,95	70,95
81953	SCI SAINT WILSON	FRANCE	802 513 119	Gestion immobilière	IG	78,00	78,00
81960	VP USA BRANDS Inc	USA		Achat et vente produits	IG	37,13	36,99
81970	LOOKLET AB	SUEDE		Prestations de service	Sortante	30,52	30,52
81971	LOOKLET DESIGN PRODUCTION	SRILANKA		Prestations de service	Sortante	30,52	30,52
81980	VP USA JV LLC	USA		Gestion financière	ME	15,78	15,72
82302	VENTE-PRIVEE COM	FRANCE	434 317 293	Achat et vente produits	IG	37,13	36,99
82309	VENTE-PRIVEE COM IP	LUXEMBOURG		Gestion d'actifs	IG	37,13	36,99

GROUPE OREFI – COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2020

Code entité	Entité	Pays	SIREN	Objet	Méthode de consolidation	% d'intérêt 2020	% d'intérêt 2019
82319	VENTE-PRMEE.COM Holding	LUXEMBOURG		Société Holding	IG	37,3	36,99
82320	VENTE-PRMEE.COM Ltd	ANGLETERRE		Achat et vente produits	IG	37,3	36,99
82323	VENTE-PRMEE.COM DEUTSCHLAND GmbH	ALLEMAGNE		Achat et vente produits	IG	37,3	36,99
82329	VENTE-PRMEE PRODUCTION	FRANCE	808 259 105	Production de spectacles	Sortante	38,78	38,78
82331	VPF INTERNATIONAL	LUXEMBOURG		Société Holding	IG	37,3	36,99
82332	VEEPEE NORTHERN EUROPE	BELGIQUE		Achat et vente produits	IG	37,3	36,99
82335	VENTE-PRMEE VOYAGES	FRANCE	811335 884	Société Holding	IG	37,3	36,99
82340	WEEZEVENT	FRANCE	503 7 5 401	Billétrie Internet	IG	22,86	22,65
82341	WEEZEVENT CANADA	CANADA		Billétrie Internet	IG	15,44	15,31
83501	WILSON GREG	FRANCE	812 370 054	Marchand de biens	IG	50,02	50,02
83502	WILSON CORSO COMO	ITALIE		Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	IG	37,3	36,99
83503	PACIFA DECISION	FRANCE	522 411305	Programmation informatique	IG	22,86	19,20
83504	LA BERGERIE	FRANCE	817 577 281	Gestion immobilière	IG	5100	5100
83505	LA GRANGE	FRANCE	817 779 267	Gestion immobilière	IG	5100	5100
83508	SC LOUVIGNY-WILSON	LUXEMBOURG		Société de moyens	IG	54,11	54,06
83509	TAHITI WILSON	FRANCE	819 961285	Promotion immobilière	IG	5100	5100
83517	DESIGNERS AND FRIENDS	DANEMARK		Achat et vente produits	IG	37,3	36,99
83519	EBOUTIC	SUISSE		Achat et vente produits	IG	24,39	24,30
83522	ADOTMOB	FRANCE	80111659	Achat et vente produits	IG	23,72	23,63
83524	VENTE-PRMEE.COM IT BV	PAYS BAS		Société Holding	IG	37,3	36,99
83526	CANOUBIERS WILSON	FRANCE	823 677 083	Gestion immobilière	IG	5100	5100
83527	LE PETIT BALLON	FRANCE	529 726 325	Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé	IG	23,85	23,76
83528	LE PETIT BALLON SPAIN	ESPAGNE		Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé	IG	23,85	23,76
83530	LOOKLET USA LLC	USA		Achat et vente produits	Sortante	36,99	36,99
83531	VENTE PRMEE.COM IT POLAND	POLOGNE		Prestations de service	IG	37,3	36,62
83532	ZLOTE WYPRZEDAŻE	POLOGNE		Achat et vente produits	Sortante	18,87	18,87
83533	VENTE PRMEE DIGITAL SERVICES IBERICA	ESPAGNE		Conseil en systèmes et logiciels informatiques	IG	37,3	36,99
83534	DT CONSULTING	FRANCE	502 441702	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	ME	9,71	9,42
83536	QASHOPS	ESPAGNE		Conseil en systèmes et logiciels informatiques	IG	37,3	36,99
83537	IMMOBILIERE DES GRANDS BOULEVARDS	FRANCE	844 608 679	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	ME	33,00	33,00
83538	ADOTMOB ITALY SRL	ITALIE		Achat et vente produits	IG	23,72	23,63
83539	VP IT ISRAEL	ISRAEL		Conseil en systèmes et logiciels informatiques	IG	37,3	36,99
83540	WEEZEVENT SWITZERLAND	SUISSE		Billétrie Internet	IG	22,86	22,65
83541	LOLA & LITTLE KIDS FASHION	ESPAGNE		Prestations de service	Sortante	36,99	36,99
83542	REPMO WILSON	FRANCE	853 391720	Gestion immobilière	IG	100,00	100,00
83543	NEWQUEST ENTERTAINMENT	FRANCE	848 455 408	Prestations de service	Sortante	17,75	35,09
83545	PRIVALIA VENTA DIRECTA ESPAGNE	ESPAGNE		Achat et vente produits	IG	37,3	36,99
83546	PRIVALIA PINK AND PACK	ESPAGNE		Prestations de service	IG	37,3	36,99
83547	PRIVALIA SERVICIOS DE INFORMACAO	BRESIL		Prestations de service	IG	37,3	36,99
83550	PRIVALIA VENDITA DIRETTA	ITALIE		Achat et vente produits	IG	37,3	36,99
83551	ADOT ADVERTISING SL	ESPAGNE		Prestations de service	IG	23,72	23,63
83552	PLAYPASS NV	BELGIQUE		Prestations de service	IG	22,86	
83553	YUFLOW	FRANCE	793 234 402	Prestations de service	IG	22,86	
83554	NEWQUEST ENTERTAINMENT (MEE)	FRANCE	848 455 408	Prestations de service	ME	17,75	17,75

XIII) Informations concernant le bilan consolidé

A) Immobilisations incorporelles et corporelles

Var. immobilisations corp et incorporelles	2 020	2 019	Augmentation (Inv. Emp)	Diminution (Cess. Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Ecart d'acquisition	686 211 948	699 919 827	1 206 318	(19 241 096)		4 326 899
Frais d'établissement						
Frais de développement	54 140	161 570		(107 430)		
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	52 761 175	54 071 967	484 277	(1 445 071)	(261 519)	(88 480)
Droit au bail	407 540	407 540				
Autres immobilisations incorporelles	440 460 153	393 397 782	45 706 478	(414 231)	(181 974)	1 952 099
Immobilisations incorporelles en cours	12 190 817	3 389 687	10 453 369			(1 652 240)
Avances et acomptes s/immo. incorp.	1 398 932	6 117 603	5 939 375		(553)	(10 657 493)
Immobilisations incorporelles	507 272 756	457 546 150	62 583 500	(1 966 732)	(444 046)	(10 446 114)
Terrains	32 154 303	32 154 303				
Agencements et aménagements de terrains	1 947 718	1 947 718				
Constructions	167 038 797	166 121 455	712 415	(198 352)		403 280
Constructions sur sol d'autrui	249 868	249 868				
Installations techniques, matériel & outillage	66 179 212	65 507 860	540 248	(975 214)	(344 118)	1 450 436
Autres immobilisations corporelles	175 964 997	167 738 249	3 509 030	(1 381 055)	(666 358)	6 765 132
Immobilisations corporelles en cours	31 528 276	29 724 278	6 467 352	(63 545)		(4 599 809)
Avances et acomptes s/immo. corp.	60 894	110 102	40 894			(90 102)
Immobilisations corporelles	475 124 065	463 553 831	11 269 938	(2 618 166)	(1 010 476)	3 928 938
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 668 608 769	1 621 019 808	75 059 756	(23 825 995)	(1 454 522)	(2 190 277)

Variation des amortissements	2 020	2 019	Dotation	Diminution (Cess. Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Amort des écarts d'acquisition	(66 993 811)	(72 988 099)		5 994 289		
Amortissements des frais de développement	(54 140)	(76 598)	(20 522)	23 934		19 046
Amortissements concessions, brevets & droits	(4 391 073)	(4 246 495)	(1 128 012)	751 906	69 011	162 517
Amortissements droit au bail	(5 443)	(2 943)	(10 938)	8 438		
Amortissements des autres immos incorp.	(301 283 837)	(227 185 632)	(81 083 009)	308 389	15 994	6 660 422
Amortissements des immobilisations	(305 734 493)	(231 511 668)	(82 242 481)	1 092 666	85 005	6 841 985
Amort. sur agencements et aménagements de	(349 481)	(250 137)	(99 344)			
Amortissements des constructions	(45 419 059)	(40 433 838)	(5 058 207)	51 963		21 023
Amortissements des constructions sur sol d'autrui	(26 860)	(14 366)	(12 494)			
Amortissements install tech. matériel & outil.	(44 076 002)	(38 499 500)	(5 867 913)	780 879	199 491	(888 959)
Amortissements des autres immobilisations corp.	(102 618 370)	(90 534 861)	(11 590 212)	858 525	118 436	(1 470 257)
Amortissements des immobilisations corporelles	(192 489 772)	(169 732 702)	(22 628 170)	1 691 367	317 927	(2 138 193)
Amortissements sur actif immobilisé	(498 224 264)	(401 244 370)	(104 870 652)	2 784 033	402 932	4 703 792

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont considérés comme des actifs fictifs et retraités en conséquence.

Les fonds de commerce apparaissant dans les comptes individuels sont retraités ou annulés dans les comptes consolidés.

Le coût initial d'acquisition des marques ne fait pas l'objet d'un amortissement particulier dans les comptes consolidés.

Les frais de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes relatifs à l'acquisition d'immobilisations ou autres éléments d'actifs sont systématiquement inscrits à l'actif.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à la valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

- Particularités des postes « Site internet » et « Logiciels créés en interne »

Rappel : Dans le cadre des nouvelles normes comptables françaises et de leur convergence vers les normes IFRS, un projet, pour faire l'objet d'une activation, doit répondre aux six critères suivants :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle,
- Intention d'achèvement et d'utilisation de l'immobilisation,
- Capacité d'utilisation ou de vente de l'immobilisation,
- Disponibilité des ressources financières et techniques permettant de mener le projet de développement à son terme,
- Probabilité que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- Possibilité d'évaluer de façon fiable le coût de cet actif.

Les sites Internet www.veepee.com, www.br.privalia.com et les logiciels créés en interne répondent à la définition d'un actif. Ils permettent d'enregistrer et de traiter les commandes en provenance des membres (clients) ou d'optimiser certains processus au sein de l'organisation. Les fonctionnalités et les capacités des sites ou des logiciels créés en interne sont régulièrement améliorées.

Les différentes dépenses liées aux développements du site Internet et des logiciels utilisés en interne comprennent des salaires et les charges sociales y afférents ainsi que des dépenses de sous-traitance et des honoraires d'intervenants extérieurs.

La plupart de ces dépenses sont nécessaires à la croissance de la société et sont porteuses d'avantages économiques futurs. En effet, elles contribuent à l'augmentation des capacités du site en termes de trafic, de productivité et donc d'accroissement potentiel du chiffre d'affaires. De plus, elles participent au développement, à la création, à l'augmentation de la valeur du site Internet ou à l'amélioration des performances de tout ou partie du système d'information du groupe.

Les règles de répartition de ces dépenses entre activation en immobilisations ou inscription en charges ont été déterminées grâce à la mise en place d'une codification analytique par projet.

Ainsi, sont imputables en charges :

- Les opérations relatives aux opérations de maintenance,
- Les prestations récurrentes,
- Les prestations de consultants extérieurs dont la mission ne comprend pas de volet de réalisation ou de mise en œuvre.

Sont donc imputables en immobilisations toutes les dépenses engagées dans le but de développer, créer, augmenter la valeur du site Internet ou de quelque partie du système d'information du groupe.

Par ailleurs, depuis 2016, un outil de gestion des temps a été mis en place afin d'imputer les temps passés en interne.

En ce qui concerne l'imputation du temps passé par les autres intervenant internes (ex : marketing...), la société a décidé de prendre comme clef de répartition, la part de salaires (charges sociales comprises) après application d'un coefficient de 85%.

Toutes les dépenses affectables à un ou plusieurs projets sont donc désormais imputées par projet et par phase. Seules les dépenses engagées au cours de la phase projet sont activables. Cette phase est limitée par des procès-verbaux de mise en production et de mise en service.

Depuis l'exercice 2018, un redécoupage des systèmes d'information a abouti à la création d'une nouvelle typologie de projet, « Produit en évolution continue ».

▪ **Particularités du poste « Marques »**

Seules les marques acquises figurent à l'actif. Leur estimation est fonction de leur notoriété sur le marché et repose sur une méthode basée sur les redevances.

▪ **Particularités du poste « Bases membres »**

Seules les bases membres de société acquises figurent à l'actif lorsqu'elles sont estimées significatives à l'échelle du groupe. L'analyse statistique de la cohorte des membres doit démontrer un taux d'attrition permettant d'estimer les ventes futures réalisées avec les membres existants.

Les principales modalités d'amortissement concernant les immobilisations incorporelles sont les suivantes :

Poste comptable	Amortissement économique
Noms de domaine	Linéaire sur 1 à 2 ans
Logiciels	Linéaire sur 3 ans
Site Internet	Linéaire sur 3 ans
Marques	Non amortis
Base membres	Linéaire sur 8 à 15 ans

Immobilisations incorporelles en cours

Elles concernent des projets qui seront mis en service au cours des exercices suivants.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

• **Particularités du poste « Pièces de rechange »**

Conformément à l'article 321-14.3 du PCG, la société VENTE PRIVEE LOGISTIQUE a comptabilisé en immobilisations au poste « Pièces de rechange » :

- Les éléments spécifiques ne pouvant être utilisés qu'avec une immobilisation (pièces de rechange, pièces de sécurité et matériel d'entretien) ;
- Les pièces de rechange principales qu'elle compte utiliser sur une durée supérieure à 12 mois.

Les éléments spécifiques ne pouvant être utilisés qu'avec une immobilisation ont été amortis dès leur acquisition sur la durée de l'immobilisation à laquelle ils sont rattachés.

Comme le préconise le comité d'urgence du CNC n°2005-D du 1^{er} juin 2005 (§2.2), les pièces de rechange principales immobilisées sont destinées à remplacer ou à être intégrées à un composant de l'immobilisation principale. Leur remplacement est donc planifié.

En conséquence, elles ne sont amorties qu'à compter du remplacement effectif de la pièce (lors de son montage), selon les mêmes modalités (durée et mode) que celles du composant lié. En effet, les avantages économiques liés à cet actif ne seront obtenus qu'à partir de l'utilisation effective de la pièce, après le remplacement de la pièce d'origine.

Par simplification, seuls les éléments spécifiques et les pièces de rechange principales dont la valeur unitaire est significative sont comptabilisées en immobilisations.

Par conséquent et conformément à l'article 321-14.3 du PCG, les autres pièces de rechange ont été comptabilisées en stocks au poste « Pièces de rechange », que leur utilisation soit immédiate ou différée et quel que soit le rythme de consommation.

Les principales modalités d'amortissement des immobilisations corporelles sont les suivantes :

Poste comptable	Amortissement économique
Construction	Linéaire sur 10 à 40 ans
Matériel et outillage	Linéaire sur 5 à 10 ans
Installations générales	Linéaire sur 10 ans
Matériel informatique	Linéaire sur 3 ans
Matériel de studio	Linéaire sur 3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire sur 10 ans

Immobilisations corporelles en cours

Ces immobilisations sont essentiellement constituées d'un ensemble immobilier de la société OREFI pour 25 518 K€.

Immobilisations en crédit-bail et en location-financement

Les crédits-baux immobiliers et mobiliers, les locations financement significatives portant sur le matériel et outillage ainsi que sur le matériel de bureaux et informatique sont inscrits à l'actif et amortis sur la durée de vie prévue de cet actif. Les dotations aux amortissements des actifs acquis en crédit-bail ou en location financement sont comprises dans les dotations aux amortissements des immobilisations. La contrepartie de ces acquisitions est portée en "emprunts et dettes financières".

Le règlement ANC 2014-03 sur les amortissements a été appliqué sur les biens acquis en crédit-bail lorsque leur montant et leur durée restante étaient significatifs.

L'incidence de ces retraitements sur « l'actif immobilisé » consolidé peut être résumée ainsi :

(en K.€)	Terrains & Constructions	Autres Immo.	Total
Valeurs Brutes	3 354	4 545	7 709
Amortissements	-1 553	-1 676	-3 567
Total exercice 2019	1 801	2 870	4 142
Valeurs Brutes	3 354	4 368	7 722
Amortissements	-1 621	-2 117	-3 738
Total exercice 2020	1 733	2 251	3 984



B) Variation des immobilisations financières et titres mis en équivalence

Actifs financiers	2 020	2 019	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb)	Variat situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Titres de participation	12 263 710	11 837 708	462 669	(36 668)			
Titres immobilisés (non courants)	646 947	784 762	187	(138 000)			
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille	46 302 114	42 191 394	7 979 701	(3 868 981)			
Prêts	242 274	993 343	75 080	(15 880 130)		2 786 255	12 267 726
Dépôts et cautionnements versés	3 661 606	2 964 877	1 019 492	(307 650)		(91 723)	76 610
Autres créances immobilisées	9 718 488	9 630 260	101 093	(12 864)			
Immobilisations financières	72 835 140	68 402 345	9 638 221	(20 244 293)		2 694 532	12 344 337
Titres mis en équivalence	467 052	353 549			(80 855)	(8 979)	203 337
Actifs financiers	73 302 192	68 755 894	9 638 221	(20 244 293)	(80 855)	2 685 553	12 547 674

Dans le cadre de la participation dans la société MISTER FLY, VENTE-PRIVEE.COM a procédé à l'exercice de 374 BSA supplémentaires détenus sur la société MISTER FLY en Octobre 2020.



Détail des titres de participation et des titres immobilisés de l'activité de portefeuille

Titres de participation	Montant brut	Dépréciation	Montant net
SAS CONCIERGE (*)	200 932		200 932
SAS TRAVEL AND MORE (*)	11 917 781		11 917 781
Autres titres	144 997	68 172	76 825
Total	12 263 710	68 172	12 195 538

(*) Comptes non communiqués à ce jour

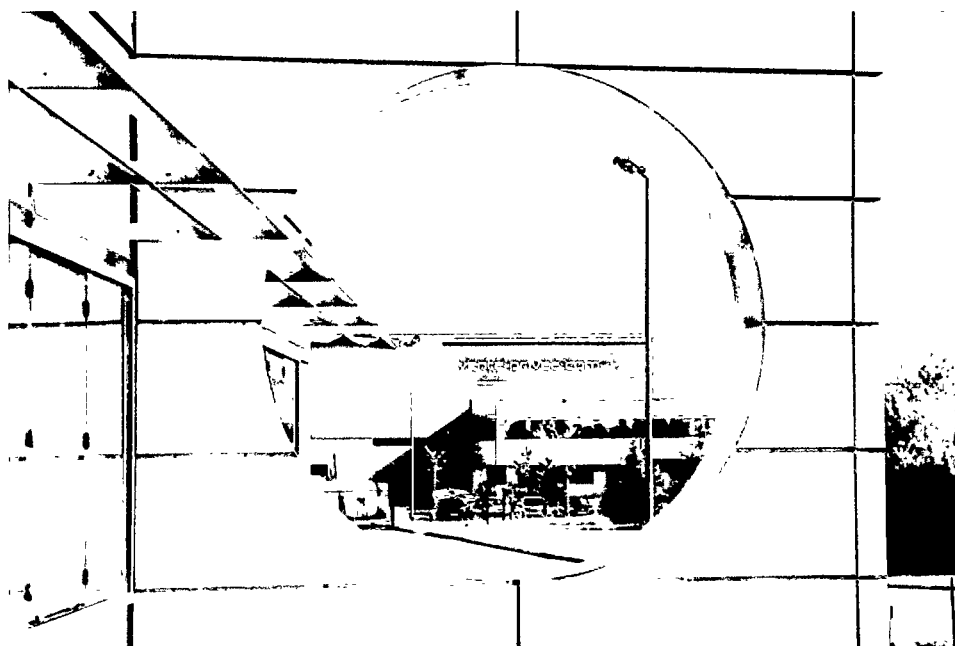
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	Montant brut	Dépréciation	Montant net
Titres Devialet	10 775 077	0	10 775 077
Titres Summit Partners Credit Off fund II	6 959 438	0	6 959 438
Titres Summit Growth Equity Fund II	4 904 323	0	4 904 323
Titres SUMMIT PARTNERS GE IX LP	4 320 540	0	4 320 540
Titres Summit Partners Credit Off fund III	2 318 127	0	2 318 127
Titres La Maison Chinese Opportunities	1 600 000	0	1 600 000
Titres SUMMIT PARTNERS GE FUND X-B	1 538 337	0	1 538 337
Titres SUMMIT PARTNERS	1 092 605	0	1 092 605
Titres TELEGRAM GROUP	809 848	0	809 848
Titres La Maison ITF	800 000	0	800 000
Titres EMERIGE SPNA MORLAND	742 560	0	742 560
Titres MI FRENCH STAR	583 795	0	583 795
Titres LEVEL UP I	570 000	0	570 000
Titres Felix Capital Fund I LP	406 338	0	406 338
Titres La Maison ITF 2	378 159	0	378 159
Titres Sparklabs Global Ventures	369 686	0	369 686
Titres DAY USE	360 010	0	360 010
Titres La Maison	360 000	0	360 000
Titres Retail Reload	300 657	0	300 657
Titres YESLAB	299 998	0	299 998
Titres TRUSTBK	249 985	0	249 985
Titres L'Atelier Nyc Llc	488 400	244 200	244 200
Titres Molotov	1 000 038	800 000	200 038
Titres WESLASH	199 993	0	199 993
Titres QUADRILLE CORAVIN	199 882	0	199 882
Titres FRESHPLANET	179 023	0	179 023
Titres TAXEO	177 844	0	177 844
Titres MAIFIN SARL	170 000	0	170 000
Titres Poule House	151 731	0	151 731
Titres UPTIME	142 005	0	142 005
Titres ROCKET FINANCE	100 001	0	100 001
Titres Legendre Holding	502 311	500 000	2 311
Titres STORIFIC	150 012	150 012	0
Titres Wone C White	100 000	100 000	0
Autres titres	3 001 392	697 264	2 304 128
Total	46 302 114	2 491 476	43 810 638

C) Variations des provisions sur immobilisations

Dépréciation sur actifs immobilisés	2 020	2 019	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Dépréciations sur écarts d'acquisition	(1 349 597)	(1 349 597)				
Dépréciations concessions, brevets et droits similaires	(13 808)	(25 866)	12 059			
Dépréciations sur autres immo. Incorporelles		(1 523 751)			101 194	1 422 556
Dépréciations des immobilisations incorporelles	(13 808)	(1 549 617)	12 059		101 194	1 422 556
Dépréciations sur installations techniques	(28 764)	(28 764)				
Dépréciations sur autres immo. corporelles	(62 149)	(62 149)				
Dépréciations des immobilisations corp. en cours	(47 119)		(47 119)			
Dépréciations avances et acomptes s/ immo. corp.	(20 000)	(20 000)				
Dépréciations des immobilisations corporelles	(158 033)	(110 914)	(47 119)			
Dépréciations sur titres de participation	(68 172)	(95 506)		27 333		
Dépréciations des titres immo. de l'activité du portefeuille	(2 491 476)	(2 680 566)	(585 166)	774 257		
Dépréciations sur prêts	(23 333)	(47 995)	(338)	25 001		
Dépréciations sur dépôts et cautionnements		(30 139)			2 002	28 137
Dépréciations sur immobilisations financières	(2 582 981)	(2 854 205)	(585 505)	826 591	2 002	28 137
Total	(4 104 419)	(5 864 333)	(620 565)	826 591	103 196	1 450 694

La valeur brute des titres de participations ainsi que des autres titres immobilisés est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.



D) Variation du bas de bilan actif

Bilan actif par flux	2 020	2 019	Variation du bas de bilan	Variation des placements à court terme	Variation de la trésorerie	Variation des impôts différés	Ecart de conversion	Variations de pénmètre et autres variations
Stocks et en-cours	268 683 214	358 871 629	(79 751 208)				(10 055 560)	(381 646)
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	1 078 430	2 266 783	(29 670)					(1 158 664)
En-cours de biens	19 872 997	17 741 472	2 131 525					
Stocks de marchandises	247 731 787	338 863 393	(81 853 064)				(10 055 560)	777 018
Clients et comptes rattachés	76 328 416	87 788 656	(12 700 672)				(2 818 016)	4 058 448
Clients et comptes rattachés - non courant	6 555 652	2 967 781	3 683 871					(96 000)
Clients et comptes rattachés - courant	69 772 764	84 820 875	(16 384 543)				(2 818 016)	4 154 448
Autres créances et comptes de régularisation	166 950 821	246 510 007	(63 341 874)			(2 780 806)	(7 310 922)	(6 125 585)
Avances et acomptes versés sur commandes	27 797 880	70 809 587	(41 624 816)				(246 198)	(1 240 692)
Créances sur personnel & org Sociaux - courant	2 084 358	1 049 976	1 043 911				(10 224)	695
Créances fiscales hors IS - courant	85 155 567	102 860 823	(10 131 844)				(6 280 101)	(1 293 311)
Impôts différés - actif	7 602 924	11 160 632				(2 780 806)	(7 976)	(768 925)
Etat, Impôt sur les bénéfices - courant	4 232 104	3 948 950	1 271 814				(345 363)	(643 297)
Créances sur cessions d'actifs - courant	16 336	53 499	(28 168)					(10 995)
Autres créances - non courant	16 344 394	19 237 187	1 595 927					(4 488 720)
Autres créances - courant	16 982 632	29 341 807	(14 617 969)				(220 896)	2 479 689
Produits à recev	25 388		27 276				(1 888)	
Charges constatées d'avance - courant	6 709 239	7 947 547	(880 005)				(198 275)	(160 028)
Disponibilités	291 004 665	192 425 224		(40 833 361)	141 336 366		(1 014 542)	(909 025)
VMP - Autres placements	24 711 325	65 544 840		(40 833 361)			(16)	(138)
Disponibilités	266 281 828	126 867 256			141 337 984		(1 014 526)	(908 887)
Intérêts courus non échus s/ dispo.	11 511	13 129			(1 617)			
Actif circulant	802 967 115	885 595 517	(155 793 754)	(40 833 361)	141 336 366	(2 780 806)	(21 199 040)	(3 357 808)

Les stocks sont évalués au prix d'achat, remises et escomptes obtenus déduits.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Quand la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus est supérieure à la valeur de réalisation, une provision pour dépréciation des stocks est constituée pour la différence. La valeur de réalisation est déterminée en fonction d'un taux de décote qui est apprécié chaque année en fonction de la qualité des retours et de la juste appréciation de leur valeur sur le marché de gros.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement constituées d'actions cotées. La valeur brute des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

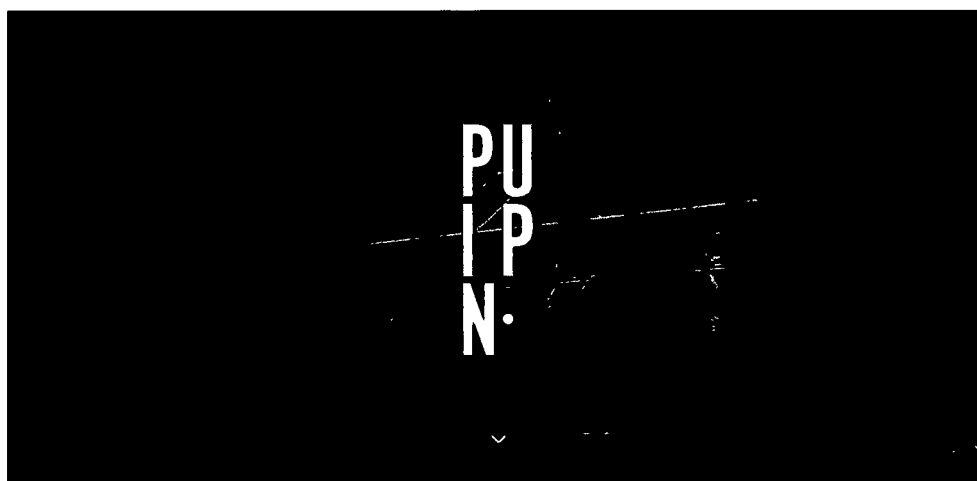
E) Variations des provisions du bas de bilan actif

Variation des provisions de bas de bilan actif	2 020	2 019	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variation de périmètre et autres variations
Stocks et en-cours	(52 296 342)	(58 776 373)	(28 667 984)	32 735 047	664 528	1 748 440
Dépréciations s/ stocks - marchandises	(52 296 342)	(58 776 373)	(28 667 984)	32 735 047	664 528	1 748 440
Clients et comptes rattachés	(7 951 565)	(3 157 637)	(6 551 899)	1 759 841	32 004	(33 875)
Dépr. clients et comptes rattachés - non courant	(285 051)	(1 105 302)	(42 544)	5 162		857 632
Dépr. clients et comptes rattachés - courant	(7 666 514)	(2 052 335)	(6 509 355)	1 754 679	32 004	(891 507)
Autres créances et comptes de régularisation	(2 765 218)	(2 739 179)	(489 788)	463 749		
Dépr. créances sur cessions immo. - courant		(21 880)	(3 721)			25 602
Dépr. autres créances - non courant	(1 308 859)	(1 308 859)				
Dépr. autres créances - courant	(1 456 359)	(1 408 439)	(486 067)	463 749		(25 602)
Valeurs mobilières de placement	(647 780)	(16 708 898)		16 061 118		
Dépréciations sur VMP - Autres placements	(647 780)	(16 708 898)		16 061 118		
Actif circulant	(63 660 906)	(81 382 087)	(35 709 671)	51 019 755	696 532	1 714 565

F) Ventilation des actifs d'impôt différé

Libellé	2020
Reports fiscaux déficitaires	4 751 691
Différences temporaires	2 851 233
Total impôt différé	7 602 924

Le montant des impôts différés actifs non-inscrits à l'actif du bilan consolidé s'élève à 27 775 K€.



G) Echancier des créances

Echancier des créances	2 020	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans
Prêts	242 274	242 274		
Dépôts et cautionnements versés	3 661 606	1 679 429	1 242 786	739 391
Autres créances immobilisées	9 718 488	96 192	9 622 296	
Créances - Actif immobilisé	13 622 369	2 017 895	10 865 083	739 391
Avances et acomptes versés sur commandes	27 797 880	27 797 880		
Clients et comptes rattachés - non courant	6 555 652	6 555 652		
Clients et comptes rattachés - courant	69 772 764	69 772 764		
Créances sur personnel & org. Sociaux - courant	2 084 358	2 084 358		
Créances fiscales hors IS - courant	85 155 567	85 155 567		
Impôts différés - actif	7 602 924	7 602 924		
Etat, Impôt sur les bénéfices - courant	4 232 104	4 232 104		
Créances sur cessions d'actifs - courant	16 336	16 336		
Autres créances - non courant	16 344 394	15 199 567	1 144 827	
Autres créances - courant	16 982 632	16 982 632		
Produits à recev.	25 388	25 388		
Créances - Actif circulant	236 569 998	235 425 171	1 144 827	
Total	250 192 367	237 443 066	12 009 910	739 391

H) Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Variation des cap propres conso.	Capital	Primes liées au capital	Part du groupe Réserves	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Part hors groupe Capitaux propres - part hors groupe
Au 31 Décembre 2018	504 994	9 956 711	368 602 183	7 048 424	386 112 312	233 374 321
Affectation du résultat N-1			7 048 424	(7 048 424)		(15 799 524)
Distribution/ brut versé						78 101
Var. de capital en num. et souscrip						31 333 310
Résultat				27 854 716	27 854 716	(446 443)
Autres augment. dimin.			(180 249)		(180 249)	(264 287)
Reclass. chgt de méthode			130 790		130 790	362 791
Ecart de conversion/effet de change			(59 028)		(59 028)	(5 160 955)
Autres variations de périmètre			(1)		(1)	
Autres						
Au 31 décembre 2019	504 994	9 956 711	375 542 119	27 854 716	413 858 539	243 477 313
Affectation du résultat N-1			27 854 716	(27 854 716)		175 759
Distribution/ brut versé			(16 665 916)		(16 665 916)	33 985 422
Var. de capital en numéraire et						(1 352 417)
Résultat				33 117 884	33 117 884	(198 254)
Autres augment. dimin			(764 591)		(764 591)	(3 456 993)
Reclass. chgt de méthode			(117 066)		(117 066)	835 832
Ecart de conversion/effet de change			(2 029 071)		(2 029 071)	
Variations de périmètre						
Autres						
Au 31 Décembre 2020	504 994	9 956 711	383 820 191	33 117 884	427 399 780	273 466 661

I) Paiements fondés sur des actions & BSA

Plan d'attribution :

Afin de poursuivre l'objectif incitatif initial du plan d'attribution d'actions gratuites de 2016, le plan mis en place a été amendé par le conseil d'administration en date du 19 juillet 2018 et modifié le 26 juin 2019. Ce plan permet d'attribuer un nombre d'actions (à des salariés bénéficiaires en fonction de conditions de présence et/ou de conditions de performance - 4 tranches sont prévues jusqu'en 2022).

A noter que la tranche 1 a été attribuée sans condition de présence en date du 19 juillet 2018 pour l'ensemble des salariés concernés. Les autres tranches (tranches 2, 3 et 4) ont été intégralement attribuées et sont valorisées sur la durée du plan en fonction des modalités définies dans le plan et notamment les conditions liées.

Lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 17 décembre 2020, les actionnaires ont approuvé la modification du plan d'attribution d'actions gratuites mis en place en 2016 et modifié en 2018 ainsi qu'en 2019, le renommant ainsi « LTI Plan 2020 ». Les principales modifications relatives à ce plan concernent les modalités d'acquisition (3 tranches), la modification en actions de préférence rachetables (ADPR) et l'élargissement du nombre de salariés susceptibles de bénéficier de ce plan.

Le Conseil d'administration de la société VENTE-PRIVEE.COM et de ses filiales a ainsi autorisé à procéder, en une ou plusieurs fois, et pour une durée de 38 mois, à l'attribution d'ADPR dans la limite d'un nombre de 1 170 000 ADPR. La durée minimale de la période d'acquisition et de la période de conservation sont chacune fixées à un an. Dans ce cadre, 1 012 197 ADPR ont été attribuées à des mandataires sociaux ou salariés du Groupe dont une partie étaient déjà attributaires du plan 2016 modifié successivement en 2018 et 2019 et ont donc renoncé à ce dernier pour pouvoir bénéficier du plan LTI 2020 sur les tranches 1 et 2.

Dans le cadre de la modification des plans 2016 et 2018, seuls deux salariés du Groupe postérieurement au 17 décembre 2020 ont souhaité conserver leurs droits dans le plan au titre de la tranche 1 et 2, représentant 25 020 actions.

Par ailleurs, un plan d'attribution d'actions spécifique à des salariés cadres de la société PRIVAIA a également été décidé le 25 juillet 2017 basée sur des conditions de performance du groupe VENTE-PRIVEE.COM sur une période allant jusqu'au 31 décembre 2019. Au 31 décembre 2020 aucune charge de personnel n'a été comptabilisée, les conditions d'émission des actions spécifiques ne pouvant être évaluées de façon certaine. Une évaluation des conditions d'émission de ces actions spécifiques sera revue à la clôture de l'exercice 2021.



J) Variation des provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 35 300 K€ au 31 décembre 2020 contre 28 222 K€ en 2019. Le détail des provisions se présente comme suit :

Variation des provisions	2 020	2 019	Dotation	Reprise	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb)	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Provisions pour risques	12 210 344	8 320 699	11 058 139	(3 998 693)			(53 596)	(3 116 206)
Autres provisions pour risques	12 210 344	8 320 699	11 058 139	(3 998 693)			(53 596)	(3 116 206)
Provisions pour charges	23 089 961	19 900 945	13 115 003	(9 419 355)			(14 440)	(492 193)
Provisions pour pensions et retraites	13 731 040	11 733 314	3 947 556	(1 606 873)			(83)	(342 874)
Autres provisions pour charges	9 358 920	8 167 631	9 167 447	(7 812 481)			(14 357)	(149 319)
Ecart d'acquisition passif					(101 572)			101 572
Ecart d'acquisition - passif	1 713 793	1 613 634						100 159
Reprise - écart d'acquisition - passif	(1 713 793)	(1 613 634)			(101 572)			1 413
Provisions	35 300 304	28 221 644	24 173 142	(13 418 047)	(101 572)		(68 035)	(3 506 827)

Provisions pour risques

Les provisions pour risques sont constituées essentiellement :

- De litiges d'ordre social pour 287 K€ (VENTE PRIVEE.COM) et 593 K€ (VENTE-PRIVEE LOGISTIQUE) ;
- De litiges commerciaux correspondant à des différends avec des fournisseurs pour la société VENTE-PRIVEE LOGISTIQUE pour 2 396 K€ et PRIVAIA VENDITA DIRETTA pour environ 1 400 K€.
- Figurent également des provisions portant sur le remboursement éventuel d'indemnités préalablement reçues, suite à un contrôle de l'inspection du travail de la société VENTE-PRIVEE.COM pour 1 800 K€.
- En raison des difficultés rencontrées dans le secteur du voyage, liées à la crise sanitaire, la société VENTE-PRIVEE.COM a provisionné environ de 6 400 K€ le risque de reverser les commissions perçues sur des voyages prévus sur 2021.

Par ailleurs, la société SCI 249 a repris une provision pour risques constatée sur l'exercice 2019 à hauteur de 1 986 K€, suite au dénouement sur le premier trimestre 2021 du contrôle fiscal portant sur les exercices 2016 à 2018. La société OREFI a repris une provision pour risques d'un montant de 1 389 K€ comptabilisée à la clôture de l'exercice 2019 dans le cadre d'une opération d'option sur actions.



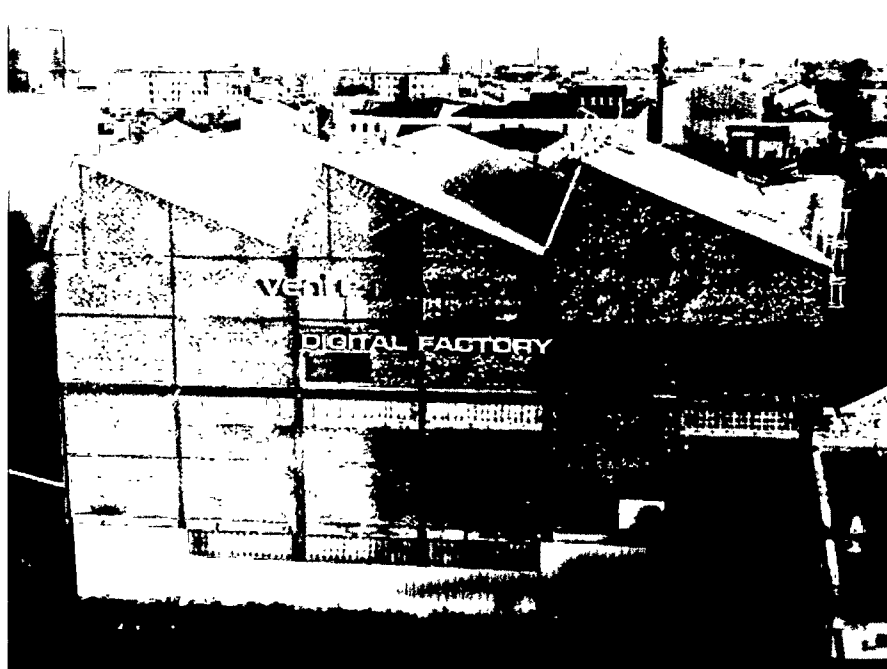
Provisions pour charges

Les provisions pour charges sont constituées de :

Libellé	Montant
Provision retraite	13 731 040 €
Provision pour bons	442 680 €
Provision pour retours	6 338 175 €
Autres provisions	2 578 066 €
Total	23 089 961 €

- Départ à la retraite

Les engagements pour indemnité de départ à la retraite des sociétés françaises ont été comptabilisés suivant les recommandations de l'ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013. Le montant de ces engagements est calculé selon la méthode des unités de crédit projetées et en application de la convention collective de chacune de ces sociétés.



K) Engagements hors-bilan

Engagements donnés

Total	
Avals et cautionnements	1 743 333
Autres engagements	29 968 225
Total	31 711 558

Engagements reçus

Total	
Avals et cautionnements	828 319
Autres engagements	
Total	828 319

L) Variation des dettes financières et de la trésorerie passive

Variation des dettes financières	2020	2019	Augmentation (Inv. Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit - non courant	415 549 225	505 786 588	6 579 024	(6 313 710)	(16 243)	(90 486 435)
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	108 074 578	85 318 831	2 622 393	(62 929 942)	309 728	82 753 568
Dépôts et cautionnements reçus	1 154	76 450		(75 280)	(16)	
Autres emprunts et dettes assimilées - non courant	5 568 380	5 824 942	816 573	1 121 998	100 307	(2 295 441)
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	1 310 720	824 503	1 247 066	489 556	20 841	(1 271 246)
Intérêts courus sur emprunts	1 301 766	2 003 500	1 299 449	(1 965 740)	(2 759)	(32 684)
Concours bancaires (trésorerie passive)	2 526 685	16 423 688			(22 415)	(13 874 588)
Concours bancaires (dettes)	138 544	470 803			(69)	(332 190)
Intérêts courus non échus - passif	39 938	6 068			(1 259)	35 129
Dettes financières	534 510 991	616 735 373	12 564 506	(69 673 118)	388 117	(25 503 887)

Le montant des dettes garanties par des sûretés réelles s'élève à 40 093 K€.

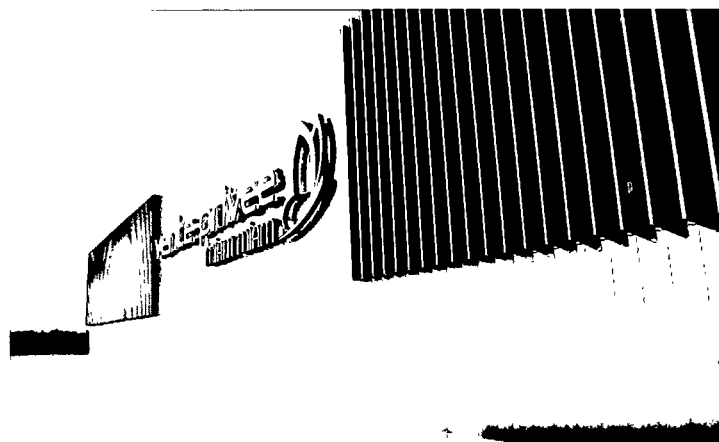
M) Variation du bas de bilan passif

Variation du bas de bilan passif	2 020	2 019	Variation du bas de bilan	Variation des dettes sur acq. d'actifs	Variation des impôts différés	Ecart de conversion	Variations de périmètre et autres variations
Fournisseurs et comptes rattachés	342 950 000	396 449 533	(42 075 599)			(18 198 881)	6 774 948
Dettes fournisseurs - courant	342 950 000	396 449 533	(42 075 599)			(18 198 881)	6 774 948
Autres dettes et comptes de régularisation	298 266 939	315 149 930	(12 089 073)	(658 449)	(3 726 788)	(5 461 415)	2 275 676
Avances, acomptes reçus sur commandes	75 199 787	59 723 453	11 130 025			(2 192 706)	6 539 015
Dettes sociales - courant	54 524 076	57 197 323	(1 703 365)			(574 005)	(395 876)
Dettes fiscales (hors IS) - courant	55 410 592	78 044 844	(22 859 032)			2 502	222 278
Impôts différés passif	20 125 769	21 081 780			(3 726 788)	(2 583)	(3 699)
Etat - impôts sur les bénéfices - courant	14 216 049	17 717 405	(2 757 312)			(2 397 401)	1 653 357
Dettes s/ acquis. d'actifs - courant	5 674 707	6 514 016		(658 449)		(817)	(180 043)
Autres dettes - non courant	13 806 646	11 326 548	2 870 164			41 210	(431 276)
Autres dettes - courant	37 128 262	46 794 767	(4 672 449)			(317 516)	(4 676 539)
Charges à payer	100 191	200 000	(99 809)				
Produits constatés d'avance - courant	22 080 860	16 549 794	6 002 705			(20 099)	(451 540)
Total	641 216 939	711 599 463	(54 164 671)	(658 449)	(3 726 788)	(23 660 297)	11 827 684

N) Ventilation des passifs d'impôt différé

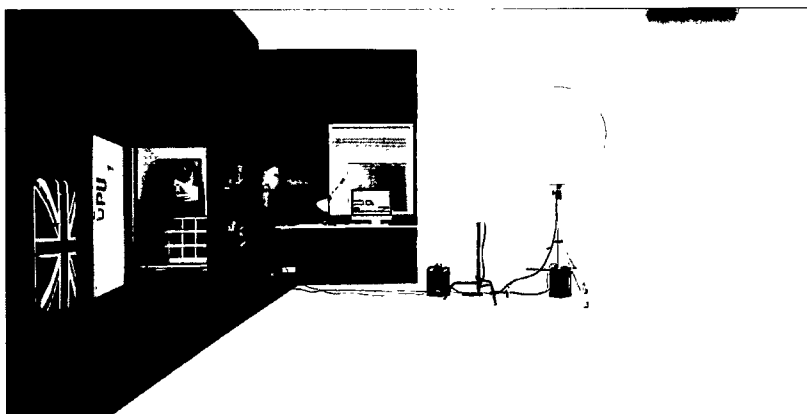
Les dettes d'impôts différés au 31 décembre 2020 d'un montant de 20 126 K€ sont décomposées de la manière suivante :

Libellé	2020
Reports fiscaux déficitaires	-285 982
Différences temporaires	20 411 752
Total impôt différé	20 125 769



O) Echancier des dettes

Dettes financières	Clôture	< 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans
Emprunts auprès établis. de crédit - non courant	415 549 225	4 444 949	363 197 127	47 907 149
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	108 074 578	108 074 578		
Dépôts et cautionnements reçus	1 154	1 154		
Autres emprunts et dettes assimilées - non courant	5 568 380	2 449 824	3 118 556	
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	1 310 720	1 310 720		
Intérêts courus sur emprunts	1 301 766	1 301 766		
Concours bancaires (trésorerie passive)	2 526 685	2 526 685		
Concours bancaires (dettes)	138 544	138 544		
Intérêts courus non échus - passif	39 938	39 938		
Dettes financières	534 510 991	120 288 159	366 315 683	47 907 149
Dettes fournisseurs - courant	342 950 000	342 950 000		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	342 950 000	342 950 000		
Avances, acomptes reçus sur commandes	75 199 787	75 199 787		
Dettes sociales - courant	54 524 076	54 524 076		
Dettes fiscales (hors IS) - courant	55 410 592	55 410 592		
Etat - impôts sur les bénéfices - courant	14 216 049	14 216 049		
Dettes s/ acquis. d'actifs - courant	5 674 707	2 146 707	3 528 000	
Autres dettes - non courant	13 806 646	13 378 305	428 340	
Autres dettes - courant	37 128 262	36 511 565	616 697	
Charges à payer	100 191	100 191		
Produits constatés d'avance - courant	22 080 860	22 080 860		
Impôts différés - passif	20 125 769	20 125 769		
Autres dettes et comptes de régularisation	298 266 939	293 693 902	4 573 037	
Total	1 175 727 930	756 932 061	370 888 721	47 907 149



XIV) Informations concernant le compte de résultat

A) Ventilation du chiffre d'affaires

Libellé	Exercice 2020	Exercice 2019
Chiffre d'affaires Négoce:		
- France	1 120 136 554	1 191 987 714
- International	1 058 373 486	1 041 665 056
Chiffre d'affaires Total Négoce	2 178 510 039	2 233 652 770
Chiffre d'affaires Prestations de services:		
- France	270 972 711	292 292 084
- International	68 381 590	48 782 613
Chiffre d'affaires Total Prestations de Services	339 354 301	341 074 697
Chiffre d'affaires Total	2 517 864 340	2 574 727 467

B) Rémunération des commissaires aux comptes

La rémunération des commissaires aux comptes au titre de la certification des comptes s'élève pour l'exercice 2020 à 1.6 millions d'euros décomposés de la manière suivante :

Honoraires CAC (en M d'€)	Exercice 2020
KPMG	1
TETRA AUDIT	0,5
Autres	0,1
Total	1,6

C) Impôts sur les résultats

La méthode de fiscalisation retenue correspond au "Report variable d'impôt", avec pour principe le rattachement des charges et des produits aux exercices concernés.

Toutes les différences entre le résultat consolidé et fiscal, susceptibles de se manifester à l'avenir, et qui résultent d'opérations déjà réalisées, sont constatées :

- Le calcul et l'enregistrement des corrections d'impôt sur les bénéfices, s'effectuent au taux en vigueur à la date des modifications,
- L'incidence de la variation des taux d'imposition est prise en compte au cours de l'exercice de variation.

L'incidence de la fiscalisation des retraitements est globalisée au niveau de chaque société. Elle figure sous des rubriques particulières de l'actif et du passif.

Le calcul de l'impôt différé de toutes les sociétés prend en compte la règle de l'impôt votée à la date de clôture des comptes consolidés.

Le détail de la charge d'impôt sur les sociétés est le suivant :

Libellé	2020	2019
Impôt sur les bénéfices	(17 423 953)	(6 312 059)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale	(2 993 955)	1 552 859
Impôts différés	945 982	6 941 009
Carry-back		
Impôts sur les résultats	(19 471 926)	2 181 809

Les retraitements nécessaires pour faire apparaître la situation fiscale latente sont effectués :

- Constatation d'une créance représentative d'avance sur impôt futur dans les sociétés disposant d'un report déficitaire, lorsque l'imputation fiscale paraît possible notamment compte tenu de plus-values latentes sur les actifs immobilisés ou financiers, ou/et de prévisions commerciales à moyen ou long terme.
- Lorsque le report déficitaire ne paraît pas pouvoir être imputé, certains retraitements qui conduiraient à constater un impôt différé, ne sont pas appliqués.

D) Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt sur les sociétés figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

Preuve d'impôt	Total
Résultat des entreprises intégrées	67 103 306
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	(19 552 781)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	86 656 087
Taux d'impôt de l'entité consolidante	31,00%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	(26 863 387)
Effets des différences de base	(3 251 095)
Effets des différences de taux	3 592 437
Effets des dispositions fiscales particulières	6 173 968
Ecritures manuelles sur impôt	876 152
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(19 471 926)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(19 471 926)

E) Effectif moyen du personnel du groupe OREFI

Libellé	Exercice 2020	Exercice 2019
Cadres	1 516	1 643
Employés	3 888	4 501
Effectif moyen	5 404	6 144

F) Dotations d'exploitation

Libellé	2020	2019
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(81 476 456)	(67 641 465)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(22 866 727)	(24 052 263)
Dot. aux provisions d'exploitation	(24 072 300)	(14 105 235)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(35 709 671)	(30 575 402)
Dotations aux amort. dépr. et provisions	(164 125 154)	(136 374 364)

G) Résultat financier

1) Produits financiers

Libellé	2020	2019
Produits sur créances et VMP	1 825 380	1 981 552
Rep. sur provisions à caractère financier	1 388 675	2 836 475
Rep./Dépr. sur actifs financiers	16 887 708	2 889 883
Gains de change sur opérations financières	1 162 029	3 389 736
Produits nets sur cession de VMP	8 335 714	3 285 540
Autres produits financiers	5 024 396	5 576 818
Produits financiers	34 623 902	19 960 004

2) Charges financières

Libellé	2020	2019
Charges d'intérêts	(10 996 067)	(16 751 693)
Pertes sur créances financières et VMP	(12 337 551)	(1 258 638)
Pertes de change sur opérations financières	(4 652 656)	(1 692 432)
Autres charges financières	(83 052)	(1 757 397)
Dot. aux provisions à caractère financier		(732 583)
Dot. dépr. sur actifs financiers	(585 504)	(4 496 936)
Charges financières	(28 654 829)	(26 689 680)

H) Résultat exceptionnel

La conception du résultat exceptionnel retenue est celle du Plan Comptable Général, sans application de la directive 2013/34 UE. Les charges et produits sur exercices antérieurs y sont généralement inscrits. Cette conception est généralement identique à celle mise en œuvre dans les comptes sociaux.

1) Produits exceptionnels

Libellé	2020	2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	51 862	2 804 883
Produits excep. s/ exercices antérieurs	611 416	1 747 169
Produits de cession de titres (conso.)	445 461	122 769 678
Produits de cession d'immo. incorp.	19 634	131 151
Produits de cession d'immo. corp.	294 790	590
Produits de cession de titres	2 905 882	15 097 135
Subv. invest. virées au résuit, de l'ex.		3 411
Autres produits exceptionnels	131 428	62 778
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel	2 226 000	21 987 289
Rep. excep. dépr. Immo. Fin. (impairment)	101 572	9 109
Produits exceptionnels	6 788 046	164 613 192

2) Charges exceptionnelles

Libellé	2020	2019
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(14 239 373)	(6 769 580)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(2 129 594)	(741 543)
VNC des titres conso cédés	(5 281 376)	(114 421 717)
VNC des immo. incorp. cédées	(874 066)	(3 466 816)
VNC des immo. corp. cédées	(926 796)	(977 962)
VNC des titres cédés	(4 006 980)	(2 074 968)
Autres charges exceptionnelles	(1 119 351)	(166 203)
Dotations aux amort. Excep. des immo.	(562 533)	(97 731)
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel	(100 841)	(5 406 307)
Dot. excep. dépr. immo. fin. (impairment)		(1 106 141)
Charges exceptionnelles	(29 240 910)	(135 228 967)

XV) Informations sectorielles

En euros	France	Europe	Amérique	Autres	Total
Exercice 2018	1 817 504 161	950 712 297	246 413 389	180 878	3 014 810 725
Chiffre d'affaires	1 477 274 448	767 488 857	242 972 636	7 290	2 487 743 231
Immobilisation corp. Et incorp. Nettes	340 229 713	183 223 440	3 440 753	173 588	527 067 493
Exercice 2019	1 764 239 825	976 047 100	352 376 420	259 202	3 092 922 547
Chiffre d'affaires	1 484 279 798	814 523 193	275 910 021	14 455	2 574 727 467
Immobilisation corp. Et incorp. Nettes	279 960 027	161 523 907	76 466 399	244 747	518 195 080
Exercice 2020	1 737 905 371	1 099 204 142	159 689 937	5 237 447	3 002 036 897
Chiffre d'affaires	1 391 109 265	964 618 532	156 923 600	5 212 944	2 517 864 340
Immobilisation corp. Et incorp. Nettes	346 796 106	134 585 611	2 766 337	24 503	484 172 556

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui exerce des activités à partir desquelles elle est susceptible de percevoir des produits et de supporter des charges, y compris des produits et des charges relatives à des transactions avec d'autres composantes du Groupe. Les résultats opérationnels de tous les secteurs opérationnels, pour lesquels des informations financières isolées sont disponibles, sont régulièrement revus par le Directeur Général du Groupe, qui les utilise pour prendre les décisions d'allocation de ressources aux secteurs et pour apprécier leur performance.

Le Groupe a défini quatre secteurs géographiques pour la présentation des informations sectorielles.

Ces secteurs correspondent aux unités opérationnelles stratégiques du Groupe.

Les unités opérationnelles stratégiques du Groupe offrent des produits et des services distincts et sont gérées séparément dans la mesure où elles nécessitent la mise en place de technologies et stratégies commerciales différentes.

Les secteurs géographiques sont la France, l'Europe (regroupant à ce jour l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Benelux, le Danemark, la Suisse et la Pologne), l'Amérique (Etats-Unis, Canada et Brésil) et les autres zones.

Pour les besoins de la présentation de l'information par secteur géographique, les produits sectoriels sont déterminés sur la base de la localisation géographique des membres. Les actifs sectoriels sont affectés aux secteurs selon leur implantation géographique.

La Direction utilise le chiffre d'affaires du secteur parce qu'elle juge que cette information est la plus pertinente pour comprendre la performance par rapport à celle d'autres entités intervenant dans ces activités.